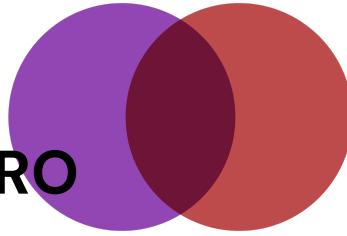




Ziad MAJED

MOYENT-ORIENT, ANNÉE ZÉRO



Prologue

Soutenir la cause palestinienne a longtemps été ressenti comme une obligation par les dirigeants arabes, y compris lorsqu'ils privaient leurs concitoyens de leurs droits politiques et civils. La solidarité affichée avait en effet pour fonction de compenser les défaillances du contrat social. Cependant, une fois les soulèvements du début des années 2010 mis en échec, certains chefs d'États et de gouvernements se sont persuadés qu'une telle concession n'était plus nécessaire.

En témoignent les Accords d'Abraham négociés sous l'égide de la première administration Trump en 2020, et qui ont vu le Maroc, le Bahreïn, le Soudan et les Émirats Arabes Unis reconnaître Israël sans avoir obtenu le moindre engagement concernant la création d'un État palestinien. Dans la foulée, on a appris que d'autres pays, et notamment l'Arabie Saoudite, s'apprêtaient à faire de même. En parallèle, Benyamin Netanyahu est revenu au pouvoir en Israël à la fin de l'automne 2022 et a aussitôt proclamé que sous la houlette de son gouvernement d'extrême-droite, tous les territoires palestiniens occupés seraient bientôt incorporés à la Terre d'Israël.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les attentats terroristes commandités par le Hamas, le 7 octobre 2023, et la campagne génocidaire lancée par l'armée israélienne deux jours plus tard. Pour l'organisation islamiste, l'objectif de la funeste opération « déluge d'Al-Aqsa » consistait à conjurer l'effacement du peuple palestinien. Pour les autorités israéliennes, il ne s'agissait pas tant de représailles ou de vengeance, encore moins de rapatrier les otages, mais bien de saisir l'occasion de mettre en œuvre un plan déjà établi.

Dans l'entretien qu'il nous a donné comme dans son dernier livre – intitulé *Le Proche-Orient, miroir du monde* – le politiste franco-libanais Ziad Majed retrace les étapes de la catastrophe en cours et explore ses ramifications, tant régionales que globales. Pour faire la lumière sur cette nouvelle césure dans l'histoire du Proche-Orient, le terrain qu'il priviliege n'est pas la Palestine ou Israël mais les pays environnans – le Liban et la Syrie en particulier – qui se trouvent entraînés dans la tentative israélienne d'apporter une résolution définitive, pour ne pas dire une solution finale, à la question palestinienne.

Au Liban, rappelle Ziad Majed, le Hezbollah a réagi à l'assaut contre Gaza en jouant son rôle de membre de « l'axe de la résistance » promu par Téhéran, mais en veillant à éviter d'entrer en guerre ouverte avec Israël. Pour le gouvernement Netanyahu, en revanche, il n'était plus temps de se borner à endiguer le mouvement chiite libanais : encouragés par le soutien inconditionnel des États-Unis – de Joe Biden à Donald Trump – et par la complaisance européenne, les Israéliens ne se sont pas contentés d'entamer considérablement les capacités militaires du Hezbollah. Afin de se prémunir contre toute menace dans l'avenir, ils ont en outre réduit de larges portions du Liban Sud à l'état de zones tampons inhabitables et s'emploient à exercer un contrôle aérien permanent sur le reste du pays.

En Syrie, tant l'offensive israélienne que la poursuite de la guerre en Ukraine ont fini par priver Bachar el-Assad des forces qui le maintenaient au pouvoir – à savoir les troupes chiites venues d'Iran, d'Irak et du Liban au sol, et l'aviation russe dans les airs. Si la chute du régime baasiste a été accueilli avec joie par l'immense majorité de la population syrienne, Ziad Majed reconnaît que le soulagement et l'espoir se sont rapidement teintés d'inquiétudes relatives au sort de certaines minorités – Alaouite, Druze et Kurde – ainsi qu'aux ambitions des puissances étrangères. Parmi celles-ci, Israël, plus encore que la Turquie, est rapidement apparu comme la principale menace pesant sur l'unité de la Syrie et les perspectives de sa reconstruction. Décidées à imposer leur tutelle à Damas comme à Beyrouth, les autorités de Jérusalem ont non seulement accaparé de nouveaux territoires autour des collines du Golan mais également détruit la quasi-totalité de l'armement dont disposait encore l'armée syrienne.

Au cours de notre entretien, nous avons invité Ziad Majed à évaluer les marges de manœuvres dont disposent Nawaf Salam, le premier ministre libanais et Ahmed al-Charaa, le chef de guerre devenu président syrien, pour desserrer l'emprise de leurs envahissants voisins, conjurer l'exacerbation des conflits intercommunautaires et obtenir l'aide dont leurs pays ont un si pressant besoin. Nous lui avons également demandé de spéculer sur les intentions de Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien et du président turc Recep Tayyip Erdogan, ainsi que de se prononcer sur le pouvoir d'intermédiation dont les dirigeants qatari et les

militaires égyptiens peuvent encore se prévaloir, et enfin d'examiner les options d'un régime iranien affaibli par l'offensive israélo-américaine et la décomposition de « l'axe de la résistance ». Comme nos échanges l'illustrent, l'avenir de la région est avant tout apparu à la persistance du soutien américain à l'hubris israélienne, mais aussi à l'aptitude des mouvements sociaux, au Proche-Orient et au-delà, à dissuader leurs gouvernements de s'accommoder du processus d'annihilation dont le peuple palestinien est l'objet.

Notre entretien avec Ziad Majed a eu lieu à Paris et s'est étalé sur deux séances. La première remonte au 9 mai 2025, soit à un moment où Donald Trump s'apprêtait à rencontrer Mohammed ben Salmane à Riyad et semblait enclin à suivre ses conseils – à savoir inciter Netanyahu à plus de modération et poursuivre les négociations avec Téhéran. Toutefois, un mois plus tard, les bombes israéliennes mais aussi américaines s'abattaient sur l'Iran. Il nous a dès lors paru nécessaire d'actualiser notre entretien avec un second épisode qui s'est déroulé le 30 août 2025.

Sommaire

Chapitre 1

Donald Trump et l'Iran : le temps de l'indécision

- La détente irano-saoudienne parrainée par la Chine
- Portrait de Steve Witkoff

Vidéo du premier chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Donald Trump et l'Iran : le temps de l'indécision (chap. 1/12)

Chapitre 2

Israël sur trois fronts

- Film *No Other Land*

Vidéo du deuxième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Israël sur trois fronts (chap. 2/12)

Chapitre 3

Après la chute de la maison Assad : de l'euphorie à l'angoisse

- Minorités ethnico-religieuses en Syrie
- Yarmouk

Vidéo du troisième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Après la chute de la maison Assad : de l'euphorie à l'angoisse (chap. 3/12)

Chapitre 4

Le reste du monde arabe : tétanisation et attentisme

- Les Accords d'Abraham
- Sommet de la Ligue Arabe de 2002
- Le Mouvement Houthis

Vidéo du quatrième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Le reste du monde arabe : tétanisation et attentisme (chap. 4/12)

Chapitre 5

Les premiers pas d'Ahmed al-Charaa

- Portrait d'Ahmed al-Sharaa
- Laboratoire militaire russe en Syrie

Vidéo du cinquième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Les premiers pas d'Ahmed al-Charaa (chap. 5/12)

Chapitre 6

Les marges de manœuvre du gouvernement libanais

- Le Parti des Banques
- Portrait de la Famille Hariri
- Invasions israéliennes au Liban (1978-1982)

Vidéo du sixième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – Les marges de manœuvre du gouvernement libanais (chap. 6/12)

Chapitre 7

La question kurde

- Forces Démocratiques Syriennes
- Portrait d'Abdullah Öcalan

Vidéo du septième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – La question kurde (chap. 7/12)

Chapitre 8

Moments fondateurs du Moyen-Orient contemporain

- Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies
- Portrait d'Hassan Nasrallah

Vidéo du huitième chapitre de l'entretien ↗

https://youtu.be/_gFw2ePYNIk

Chapitre 9

L'Iran après la guerre des douze jours

- Timeline : Sanctions américaines contre l'Iran (1979 – 2025)

Vidéo du neuvième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – L'Iran après la guerre des douze jours (chap. 9/12)

Chapitre 10

La décomposition de "l'axe de la résistance" : Liban, Irak

Vidéo du dixième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – La décomposition de "l'axe de la résistance" : Liban, Irak (chap. 10/12)

Chapitre 11

L'acharnement israélien en Syrie

Vidéo du onzième chapitre de l'entretien ↗

▶ ZIAD MAJED – L'acharnement israélien en Syrie (chap. 11/12)

Chapitre 12

Quel horizon ?

Vidéo du douzième chapitre de l'entretien ↗ ▶ ZIAD MAJED – Quel horizon ? (chap. 12/12)

Textes écrits par : Michel Feher, Thomas Gmür et Tom Novak.

Chapitre 1

Donald Trump et l'Iran : le temps de l'indécision

La détente irano-saoudienne parrainée par la Chine

Après sept ans d'interruption, le royaume d'Arabie Saoudite et la république islamique d'Iran conviennent de renouer leurs relations diplomatiques le 10 mars 2023. C'est à Beijing, et en présence de l'ancien ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi, que Moussaad Al-Aiban, conseiller saoudien à la sécurité nationale, et Ali Shamakani, secrétaire du Conseil suprême à la sécurité nationale iranien, annoncent la normalisation à venir. Deux mois plus tard, leurs pays échangent des ambassadeurs. Le rapprochement avait débuté en 2021, grâce à l'intercession du gouvernement irakien et du sultan d'Oman, mais il a fallu que la Chine s'implique à son tour – au grand dam des autorités de Washington – pour que les négociations aboutissent.

Depuis la chute du Shah, en 1979, les rapports irano-saoudiens n'ont cessé d'être tumultueux. D'emblée, l'Ayatollah Khomeini s'emploie à répandre sa révolution islamique bien au-delà des frontières de son pays et des communautés chiites dans le monde musulman. De son côté, la monarchie wahhabite ne se borne pas à user de la protection militaire américaine pour faire échec aux ambitions du guide suprême. Avec l'aide des services secrets pakistanais et en réponse à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, elle entend promouvoir une révolution conservatrice rivale, mais exclusivement réservée à l'exportation. La concurrence entre les deux projets va s'exacerber dès 1980, lorsque le roi Khaled décide de soutenir l'agression de l'Iran par les troupes irakiennes, et l'acrimonie atteint un point de non-retour en 1987, quand des affrontements avec les forces de l'ordre saoudiennes font 400 morts parmi les pèlerins iraniens venus à la Mecque pour le Hadj. Téhéran décide alors de rompre une première fois ses relations diplomatiques avec Riyad.

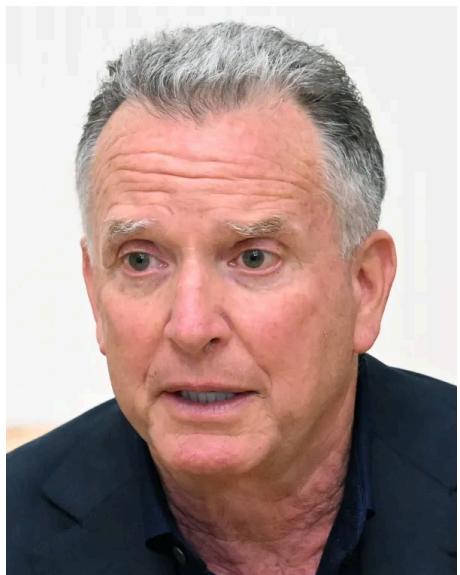
Quatre ans plus tard, toutefois, les circonstances conduisent à une reprise de contact : c'est que la guerre du Golfe a placé l'Iran et l'Arabie Saoudite dans le même camp. En envahissant le Koweït, Saddam Hussein est en effet devenu un ennemi aussi abhorré par la famille royale saoudienne que par les dirigeants de la république islamique. Dès lors, si la méfiance et la guerre d'influence entre les deux États se perpétuent – tant le développement du programme nucléaire iranien que l'inclusion du Hamas dans un "axe de la résistance" structuré par Téhéran inquiètent profondément les saoudiens – leur aversion partagée pour les jihadistes de l'État islamique va tempérer leur inimitié réciproque, jusqu'au tournant des années 2010.

Les "printemps arabes", ou plus exactement leur répression, suscitent en effet des investissements antagonistes de la part de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Au Bahreïn, la première aide la dynastie sunnite des Khalifa à se maintenir au pouvoir en écrasant la rébellion de la majorité chiite dont les Iraniens sont solidaires. En Syrie, les gardiens de la révolution iranienne

s'engagent aux côtés de l'aviation russe, afin d'éviter la chute du régime de Bachar el-Assad dont certains opposants reçoivent le soutien des autorités saoudiennes. À ces deux conflits, s'ajoute bientôt la reprise de la guerre civile au Yémen : elle voit Riyad se ranger au côté du gouvernement de Sanaa et livrer une guerre aussi féroce que vaine aux irrédentistes Houthis armés par Téhéran. À ces affrontements par alliés interposées se conjugue bientôt un conflit direct, lorsqu'un tribunal saoudien condamne à mort le cheikh Nimr Baqr al-Nimr, dignitaire chiite saoudien et opposant pacifiste au régime. Son exécution, en 2016, provoque d'importantes manifestations en Iran : l'ambassade saoudienne est mise à sac et les deux pays rompent leurs relations diplomatiques.

Le contexte qui conduira à un début de réchauffement est à certains égards paradoxal : le changement d'attitude de Mohamed ben Salmane, le nouvel homme fort du royaume, procède en effet de l'émotion causée aux États-Unis par le brutal assassinat du journaliste américano-saoudien Khashoggi – acte commandité par le prince héritier – puis par la passivité de la première administration Trump lorsque les infrastructures pétrolières saoudiennes sont bombardées, selon toute vraisemblance par les Iraniens ou leurs proxys.

Désireux de réduire la dépendance de son pays à l'égard d'un parrain américain dont la fiabilité ne lui semble plus assurée, Mohamed ben Salmane va désormais opter pour une approche à la fois multilatérale – en se rapprochant de la Russie et de la Chine – et axée sur le développement économique de son pays au-delà de la seule exportation des hydrocarbures. Or, la réussite d'un tel programme passe par une politique d'apaisement au niveau régional – désengagement au Yémen, réintégration de la Syrie dans le giron de la Ligue arabe – et, en dernier ressort, par un rapprochement avec l'Iran. Le moment décisif dans ce processus intervient en décembre 2022 : C'est lors d'un sommet entre la Chine, représentée par Xi Jinping lui-même, et le Conseil de coopération du Golfe que la réunion du 10 mars 2023 va être planifiée. Bien entendu, la réponse israélienne aux attentats du 7 octobre et ses conséquences régionales, à savoir l'affaiblissement considérable de l'Iran et de son "axe de résistance", vont une nouvelle fois changer la donne. Pour l'heure, toutefois, la normalisation entre Riyad et Téhéran n'est pas remise en cause.



Steve Witkoff

Steven C. Witkoff est le magnat de l'immobilier chargé par Donald Trump de "faire la paix" dans le monde. Avocat de formation, il se lie d'amitié avec Trump à la fin des années 1980, avant de se lancer dans les affaires. Le groupe Witkoff fait fortune en transformant d'anciens immeubles en hôtels de luxe. Conseiller politique, partenaire de golf et confident, Witkoff compte parmi les plus proches collaborateurs du président américain. Les deux hommes partagent une même vision du monde, façonnée par le deal, la loyauté personnelle et la méfiance à l'égard des institutions.

Le 12 novembre 2024, Steve Witkoff est nommé "envoyé spécial pour le Moyen-Orient", une fonction spécialement créée pour lui, qui échappe de ce fait au contrôle du Sénat. Dépourvu de toute expérience diplomatique, il est ainsi propulsé au premier plan de la scène internationale, avec pour mission de régler les crises les plus complexes de la planète. À la veille de l'investiture présidentielle, il rejoint les négociations qui aboutissent au premier cessez-le-feu à Gaza, et permet ainsi à la nouvelle administration de s'en attribuer le mérite. Impressionné par le succès de son émissaire, le président l'emploie dès lors comme problem solver à l'international : en plus de résoudre le conflit israélo-palestinien, Witkoff doit désormais négocier la paix entre la Russie et l'Ukraine et mener les pourparlers avec l'Iran sur son programme nucléaire.

Les observateurs décrivent son approche comme directe et agressive, peu conventionnelle pour un diplomate – il aurait recours à des tactiques de négociations immobilières, alternant entre flatterie et acharnement. Témoin de l'ampleur de la destruction de la bande de Gaza, il revient aux États-Unis convaincu qu'il n'en reste plus rien, et c'est lui qui soumet à Trump l'idée de transformer la bande en "Côte d'azur du Moyen-Orient". Dans le même temps, Witkoff est envoyé à Moscou pour négocier un cessez-le-feu avec Kiev. Son implication dans le dossier ukrainien est marquée par une absence criante de neutralité – il ne cache pas sa sympathie pour Vladimir Poutine, et la priorisation systématique des intérêts américains sur la paix en Ukraine.

En dépit de son manque d'expérience, Steve Witkoff agit donc comme l'envoyé personnel du président, à la croisée du monde des affaires et de la politique. Refusant de s'appuyer sur les expertises qu'on lui soumet, le milliardaire agit en solo, négociant chaque alliance comme un contrat immobilier. En définitive, il incarne parfaitement le modèle trumpien de la "diplomatie transactionnelle", qui aborde la géopolitique comme un marché à dominer unilatéralement.

Chapitre 2

Israël sur trois fronts

Film *No Other Land*

Le film *No Other Land*, produit par Yuval Abraham, Basel Adra, Hamdan Ballal Al-Huraini et Rachel Szor, documente la vie quotidienne des habitants de la région occupée de Masafer Yatta, territoire vallonné situé au sud de Hébron. Il rend compte des attaques incessantes de l'État israélien dans ces territoires palestiniens, doublées de vagues récurrentes de violence de la part des colons, et tente de suivre la population locale dans ses diverses stratégies de survie et de résistance. Dans une démarche réflexive, le film questionne également les possibilités du journalisme et de la représentation par l'image dans la lutte politique palestinienne.

Dans les années 1980, la zone couverte par le documentaire avait déjà été transformée en espace militaire, sous le nom de "zone de tir 918". Depuis l'établissement de cette mainmise israélienne, les résidents sont constamment exposés au risque d'expulsion, de démolition et de transfert forcé, en contradiction évidente avec les principes du droit international, mais également avec l'ordre militaire israélien lui-même, lequel stipulait que les restrictions concernant la zone de tir de 300 km carrés ne s'appliqueraient pas aux populations déjà installées.

Depuis lors, au travers d'interminables arguties sur le statut des habitants et autres contournements de la loi, l'armée israélienne tente de réaffirmer son droit d'expulser les communautés palestiniennes, ou de limiter drastiquement leur accès à leurs propres terres. Le Ministère de l'Agriculture a également collaboré avec les forces d'occupation afin de créer de nouvelles zones d'entraînement militaire sur ces territoires. En mai 2022, la Cour Suprême a finalement statué qu'il n'y avait aucun obstacle juridique à l'expulsion prévue des résidents palestiniens de Masafer Yatta, donnant ainsi le blanc-seing à Tel-Aviv pour intensifier sa politique coercitive et destructrice dans la région.

Ces expulsions forcées constituent une violation claire de la Convention de Genève, dont l'article 49 ne tolère que l'évacuation temporaire de personnes protégées pour leur propre sécurité ou en cas de raisons militaires impérieuses. Or, ces zones de tir israéliennes servent principalement à l'entraînement militaire, la Cisjordanie occupée n'est pourtant pas le théâtre de conflits militaires, et la perspective pour les Palestiniens de regagner leur foyer à Masafer Yatta n'est manifestement pas à l'ordre du jour.

En raison de son engagement militant contre cet état de fait, l'équipe du film a été rapidement confrontée à des attaques brutales. Dès la phase de production, le domicile de Basel Adra a été saccagé à maintes reprises, et son matériel perquisitionné. Plus tard, le film a été conspué par les médias israéliens et des personnalités publiques telles que le ministre de la Culture Miki Zohar, et divers obstacles à sa projection ont été orchestrés en Israël et en Cisjordanie. Cette campagne de diffamation, de musellement, et d'agression s'intensifie à la suite du succès critique du film,

plébiscité notamment au Festival international du film de Berlin, lors duquel les réalisateurs ont appelé à un cessez-le-feu à Gaza et réclamé une cessation des livraisons d'armes à Israël par le gouvernement allemand. En mars 2025, c'est le co-réalisateur du film, Hamdan Ballal, qui a été lynché par des colons à son domicile à Susiya, en Cisjordanie occupée, avant d'être arrêté par un groupe de soldats de Tsahal alors qu'une ambulance l'emménait se faire soigner. Awdah Hathaleen, consultant sur le film, a quant à lui été mortellement blessé par le tir d'un colon israélien en juillet 2025.

Chapitre 3

Après la chute de la maison Assad : de l'euphorie à l'angoisse

Minorités ethnico-religieuses en Syrie

Les quelque 2 à 2,5 millions de Kurdes syriens forment la plus importante minorité ethnique du pays, même s'ils ne représentent qu'environ un dixième d'une population nationale travaillée par la diversité ethnico-religieuse. La plupart des Kurdes de Syrie sont sunnites, obédience majoritaire dans la population syrienne, et même s'ils parlent surtout le kurmandji, la principale variante de la langue kurde, certains sont également arabophones. Présents dans la région depuis le XI^e siècle et l'établissement de la dynastie Ayyoubide, leur histoire récente en Syrie est marquée par la marginalisation et la répression, en particulier depuis les années 1970 sous le régime de la famille Assad. Ils sont ainsi empêchés pendant des décennies d'utiliser publiquement leur langue et de faire vivre et rayonner leur culture. C'est à la faveur de la guerre civile qui bouleverse le pays depuis 2011 que les Kurdes ont progressivement réussi à s'organiser en région de facto autonome à la frontière turque dans le nord et le nord-est du pays, sur le territoire de la "Rojava", le nom kurde donné aux régions à majorité kurde de Syrie. Toutefois, une autre partie de cette population réside dans les centres urbains du reste du territoire et en particulier dans certains quartiers de Damas et d'Alep.

Quasiment aussi nombreux que les Kurdes selon certaines estimations, les Alaouites sont avant tout présents dans l'ouest de la Syrie, à la frontière avec le Liban et le long de la côte méditerranéenne. Majoritairement associés à l'islam chiite, leur croyance se distingue par certains aspects ésotériques ou déviationnistes qui les éloignent encore davantage des populations sunnites les plus radicales. Organisés en confédérations tribales, ils ont acquis une importance politique notable lorsque le général Hafez al-Assad, fils d'un chef de tribu alaouite, a pris le pouvoir de la république arabe syrienne en 1970, grâce au succès de son "mouvement correctif". Pourtant, à l'inverse du Liban où un système confessionnel entérine la présence de ses identités religieuses dans la Cité, les Alaouites, comme les autres minorités religieuses, n'ont depuis 1953 aucun statut légal particulier en Syrie.

Autre minorité confessionnelle, les Druzes, concentrés principalement dans la région montagneuse du sud du pays sur les contreforts du djebel el-Druze, ainsi que sur le plateau du Golan en proie à une israélisation intempestive depuis l'occupation de 1967 et l'annexion illégale de 1981, représentent une population d'environ 1 million de personnes. À l'heure actuelle, ils ne possèdent pas de territoire autonome, mais des appels récents ont été lancés par leur principal dignitaire religieux, le cheikh Hikmat El-Hijri, pour créer une "région druze séparée" dans le sud de la Syrie, alors qu'une milice de combattants s'est constituée sous ses ordres à l'été 2025. Leur courant religieux appartient, comme celui des Alaouites, à l'héritage de l'islam chiite, mais sa doctrine est plus composite et emprunte également des croyances et pratiques à d'autres

cultures spirituelles. Leurs communautés se sont traditionnellement organisées autour de structures sociales très fermées, tout en entretenant un rapport complexe avec les autres courants musulmans et leurs institutions politico-théologiques. Les Druzes ont été victimes à l'été 2025 d'une vague particulièrement atroce de violences perpétrées par les forces des autorités intérimaires syriennes, des groupes armés affiliés et des milices bédouines dans et autour du gouvernorat de Soueida. Ces attaques ont servi de prétexte aux bombardements israéliens sur Damas et le nouveau ministère de la Défense syrien.

Yarmouk

Le camp de Yarmouk occupe une place centrale dans les mémoires palestiniennes et syriennes. Fondé en 1957 pour accueillir les réfugiés de la Nakba, il s'étend sur deux kilomètres carrés au sud de Damas. Jusqu'à la guerre civile syrienne, les Palestiniens y bénéficient de meilleures conditions d'accueil qu'ailleurs : ils ont accès aux droits civils, peuvent travailler et accéder à la propriété. Ayant abrité jusqu'à 150 000 Palestiniens, Yarmouk devient la capitale informelle de la diaspora et un foyer intellectuel et militant où les Palestiniens continuent de faire vivre leur culture et de lutter pour leur droit au retour.

Mais en 2011, la stabilité de Yarmouk est rattrapée par la guerre civile syrienne. L'ampleur des affrontements entre les rebelles et le régime de Bachar el-Assad force le camp à prendre position. La majorité des habitants préfère conserver la neutralité : la sécurité accordée par le régime est trop précieuse pour être perdue. Mais le camp est tiraillé par deux tendances contraires, avec d'un côté le FPLP-CG (Front populaire de libération de la Palestine - Commandement général) et le Fatah-Intifada qui soutiennent le gouvernement Assad, et les rebelles de l'Armée syrienne libre de l'autre, qui espèrent rallier les sympathisants.

La situation explose en juin 2011 lorsque le FPLP-CG envoie des jeunes de Yarmouk dans le Golan afin de commémorer la Guerre des Six Jours, et que neuf d'entre eux se font tuer par l'armée israélienne. Nombreux y voient une manipulation du régime de Bachar el-Assad, qui utilise les Palestiniens pour détourner l'attention internationale de ses propres exactions contre la population syrienne. Les tensions explosent dans le camp et une partie de la population se retourne contre le gouvernement.

Yarmouk occupe une place stratégique pour le régime, dans une zone qui menace de tomber aux mains des rebelles, et le 16 décembre 2012 un avion de chasse syrien bombarde une mosquée où s'étaient réfugiés 600 civils. Le lendemain, l'Armée syrienne libre prend le contrôle de Yarmouk. S'ouvre alors un siège meurtrier où le régime prive la population d'accès à l'eau et à l'électricité, et interdit l'entrée de l'aide humanitaire. La situation pousse 90% de la population à l'exil, et expose le reste des habitants enclavés à une famine dramatique.

En avril 2015, l'État Islamique s'empare du camp, les affrontements reprennent entre l'EI, les forces du régime et les milices palestiniennes, et la population est victime de nouvelles atrocités. En 2018, Bachar el-Assad reprend le contrôle total de Yarmouk à force de bombardements, et rase entièrement le camp.

Yarmouk est devenu le symbole de l'entremêlement des souffrances des Palestiniens et des Syriens. Évoquée comme une seconde Nakba, la destruction du camp représente pour beaucoup de Palestiniens la perte d'un espace d'appartenance et de mémoire. L'histoire du camp témoigne également de l'instrumentalisation de la cause palestinienne par le régime baasiste qui n'a pas hésité à écraser son symbole dans le sang, ainsi que de la compromission de l'Autorité palestinienne, qui a refusé de condamner les crimes de son allié syrien. La guerre témoigne en outre de la recomposition du camp palestinien entre les forces traditionnelles fidèles au Baas (FPLP-CG, Fatah Intifada), et les milices anti-régime (notamment Aknaf Beit al-Madness, liée au Hamas).

Yarmouk détruit par les bombardements (photos de Ziad Majed)



"La vie malgré tout" – Yarmouk (photo de Ziad Majed)



Chapitre 4

Le reste du monde arabe : tétanisation et attentisme

Les Accords d'Abraham

Signés le 15 septembre 2020 à la Maison-Blanche, les Accords d'Abraham constituent un point de bascule dans l'évolution géopolitique du Moyen-Orient. Pour la première fois depuis 1994, Israël normalise ses relations diplomatiques avec des États arabes : les Émirats arabes unis et le royaume du Bahreïn d'abord, le Soudan et le Maroc ensuite. L'objectif affiché est de renforcer la paix au Moyen-Orient grâce au développement des relations diplomatiques entre les États signataires. Présentés comme un véritable gage de stabilité et de prospérité, ces accords mettent au jour un nouvel ordre géopolitique où la question palestinienne s'efface au profit des partenariats stratégiques et militaires.

En normalisant les relations diplomatiques de quatre nouveaux pays avec Israël, les Accords d'Abraham brisent le consensus arabe, qui, depuis l'Initiative de paix lancée par l'Arabie Saoudite en 2002, conditionnait une telle normalisation à un retour aux frontières de 1967, la création d'un État palestinien et la résolution de la question des réfugiés. Contrairement à la volonté annoncée par les Émiratis d'arrêter les plans d'annexion de la Cisjordanie, ces Accords n'ont permis aucune avancée pour la Palestine. Il s'agit donc d'un moment d'infexion, où la question palestinienne est mise de côté au profit d'alliances pragmatiques. Le Soudan rejoint ainsi les Accords en pleine crise politique, en contrepartie de son retrait par Washington de la liste des "États soutenant le terrorisme", ainsi que d'un soutien financier considérable. Le Maroc officialise ses relations avec Israël le mois suivant, en échange de la reconnaissance par les États-Unis de sa souveraineté sur le Sahara occidental.

Orchestrés par les États-Unis, les Accords d'Abraham matérialisent la convergence des intérêts économiques d'Israël et de certains États arabes autour d'une nouvelle configuration géopolitique appelée des vœux de Donald Trump, "the new Middle East". Après l'échec des interventions en Irak et en Afghanistan, les Etats-Unis adoptent une stratégie qui privilégie les alliances commerciales et diplomatiques plutôt que l'implication militaire directe. Les déclarations de paix à l'égard de l'État hébreu permettent aux Émirats arabes unis et à Bahreïn de bénéficier des technologies israéliennes et américaines, et se traduisent par une série de contrats d'armement. L'administration Trump espère ainsi mettre en place une "architecture de sécurité globale", chevillée au leadership israélien, de façon à garantir ses intérêts par proxy. Il s'agit de bâtir une "paix économique" fondée sur la coopération technologique, sécuritaire et commerciale. La focale diplomatique se déplace ainsi de la question palestinienne vers la menace iranienne. La montée en puissance de la République islamique, dont témoigne son

programme nucléaire et son influence régionale, inquiète autant Israël que les pays du Golfe. Face à l'"Axe de la résistance" (Iran, Syrie, Hezbollah, Hamas, les Houthis du Yémen), les Accords d'Abraham tentent de constituer un axe opposé, fondé sur des alliances commerciales et militaires (Israël, pays du Golfe, USA).

Présentés comme une avancée dans les relations israélo-arabes, les Accords révèlent surtout le réseau de partenariats stratégiques qui a émergé au Moyen-Orient, et la manœuvre qui a consisté à briser l'isolement israélien en oblitérant la question palestinienne. Malgré la suspension du projet d'annexion de la Cisjordanie, la colonisation israélienne s'est poursuivie officieusement après les Accords. Plus largement, les contrats d'armements ont donné un nouveau tour à la militarisation de la région, augmentant de ce fait les possibilités de conflit. La reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a ainsi exacerbé les tensions entre le Maroc et l'Algérie. Loin de résoudre les conflits de la région, les Accords d'Abraham actent la reconfiguration des tensions selon une logique diplomatique qui assure le primat des intérêts économiques et militaires sur les alliances historiques.

Sommet de la Ligue Arabe de 2002

En février 2002, alors que la seconde Intifada fait rage et que les perspectives de paix au Moyen-Orient sont empêtrées dans une nouvelle impasse, le prince d'Arabie saoudite Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud imagine une proposition de résolution inédite : la normalisation complète des rapports entre le monde arabe et l'Etat hébreu contre la fin de l'occupation des territoires annexés en 1967, notamment la Cisjordanie, la bande de Gaza et le plateau du Golan. Dévoilé par l'intermédiaire de l'éditorialiste star du New York Times, Thomas Friedman, le plan saoudien est ensuite mis sur la table du 20e Sommet de la Ligue Arabe qui s'ouvre le 27 mars à Beyrouth, en l'absence remarquée de dix des vingt-deux dirigeants invités, notamment le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Abdallah de Jordanie.

La proposition reprend des revendications de longue date du monde arabe, et qui pour l'essentiel sont partagées loin à la ronde dans la communauté internationale. Elle y joint les visées de la résolution 1397 prise deux semaines plus tôt par le Conseil de Sécurité, laquelle défend la création d'un Etat palestinien et l'arrêt permanent des violences. Cette offre de paix n'implique pas pour autant une capitulation, les Etats arabes ne pouvant pas censément imposer aux Palestiniens l'abandon de leur guerre de libération avant l'acquis de garanties de justice tangibles. Dans le même temps, à la demande notamment du Liban et de la Syrie, une solution « équitable » à la question des réfugiés palestiniens est exigée, même si la résolution ne propose pas véritablement de mécanisme novateur pour régler ce problème crucial, qui avait également été le talon d'Achille du précédent processus de paix entamé à l'été 2000. Cette exigence était également soulignée dans la Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies de 1948, dans les termes d'une facilitation du rapatriement, de la réinstallation, et du relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que du paiement d'indemnités lorsqu'un retour n'est plus envisageable. La proposition est acceptée en bloc par les parties prenantes et soutenue par l'Union Européenne, qui assiste au sommet en tant qu'observateur. Même si le ministre des affaires étrangères israélien Shimon Peres fait initialement mine de considérer la demande arabe, l'ouverture devient rapidement lettre morte, le projet étant considéré comme une 'interférence' dans les affaires internes israéliennes.

En 2007, au sommet de Riyad, cette proposition est reconduite via une résolution nommée "réactivation de l'initiative de paix arabe", qui donne lieu l'été suivant à la première visite d'une délégation officielle de la Ligue arabe en Israël, comprenant les ministres jordanien et égyptien des Affaires étrangères. Une nouvelle mouture de l'initiative de paix arabe, soulignant la nécessité d'une solution à deux États sur la base de la ligne de partage de 1967 est ensuite relancée en 2013. Une décennie plus tard, les accords signés sous les égides émiraties et bahreïniennes viendront brader ce qu'il reste d'espoirs de soutien soudé du monde arabe à la cause palestinienne.

Le Mouvement Houthis

Issu de la région montagneuse du nord du Yémen, le mouvement révolutionnaire des Houthis perpétue depuis trois décennies la tradition de résistance du courant zaydite, ayant eu historiquement maille à partir avec les forces ottomanes et wahhabites. Selon les Houthis, le zaydisme serait la seule branche de l'islam ayant des accointances à la fois avec le chiisme et le sunnisme, et pouvant ainsi constituer la base d'une révolution théologico-politique fructueuse. Opposés au pouvoir républicain du président Ali Abdullah Saleh depuis les années 1990, puis aux ingérences régionales américaines lors de l'invasion de l'Irak, ces révolutionnaires formalisent leur union sous la houlette d'Hussein Badreddine Al-Houthi, un ancien membre du parlement devenu dissident. Le groupe se donne officiellement le nom d'Ansar Allah, ou « partisans de Dieu ». À la mort de son leader en 2004, lors de la guerre du Saada avec le gouvernement central, le frère d'Hussein, Abdel Malek Al-Houthi —également combattant de la première heure— a pris le relais. Malgré ses contradictions internes et sa propre contribution à la crise humanitaire et politique yéménite, le mouvement gagne progressivement en popularité, jusqu'à compter environ 100.000 adhérents en 2010.

Suite aux manifestations de masse de 2012, qui contraignent le président Saleh à quitter le pouvoir, les Houthis poursuivent leurs efforts contre le gouvernement de transition mis en place par le Conseil de Coopération du Golfe et soutenu par l'Arabie Saoudite. Ils sortent de leur fief dans le nord et déplacent leur guérilla dans le reste du pays, en particulier en direction de Sanaa, dont ils prennent le contrôle en 2014, grâce à une alliance de circonstance avec leur ancien ennemi Saleh. Leur succès provoque alors une campagne de bombardements massive menée par l'Arabie saoudite, appelée "Opération Tempête Décisive", première étape d'une guerre qui ravagera le pays sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui, avec des dizaines de milliers de morts parmi les civils et des millions de déplacés.

Depuis 2023, la campagne génocidaire de Tel-Aviv à Gaza est l'occasion d'une nouvelle vague de violence qui vient accabler la population yéménite toujours sous le feu des agressions saoudiennes. La solidarité des Houthis avec la cause palestinienne leur vaudra des salves de missiles israéliens sur Sanaa, ainsi que sur des zones stratégiques comme le port d'Al-Hodeïda. Le soutien renouvelé du pouvoir iranien à l'action militaire des rebelles yéménites ne fera évidemment rien pour apaiser le déferlement de violence perpétrée par l'aviation israélienne.

Les Houthis ripostent avec les moyens du bord, notamment en intensifiant la déstabilisation du trafic maritime dans le détroit de Bab Al-Mandeb au travers de spectaculaires attaques maritimes contre des navires commerciaux, la plus marquante étant sans doute la capture et le détournement du Galaxy Leader en novembre 2023. Survolé avec un hélicoptère de la marine nationale, piraté après une descente en rappel pour y hisser les drapeaux yéménite et palestinien, le navire en question était affréter auprès de Ray Car Carriers, la société de Rami Ungar, un milliardaire israélien proche du ministre de la Défense Yoav Gallant. L'action des Houthis s'étend également le long de la côte africaine de la mer Rouge, en Somalie, où ils collaborent avec Al-Shabaab, un groupe militant affilié à Al-Qaïda, et en Irak, où ils coordonnent des opérations militaires contre Israël.

Les États-Unis poursuivent quant à eux leur contribution décennale à cette catastrophe humanitaire, initiée en 2015 avec les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite commanditées par Antony Blinken, alors secrétaire d'État adjoint de Barack Obama. En mars 2025, ils se chargent directement des bombardements avec l'opération Rough Rider. Il s'agit d'une vaste campagne de frappes aériennes et navales, soutenue également par les forces britanniques, qui fera plus d'une centaine de morts, majoritairement des civils, sans pour autant parvenir à mettre la milice houthie au pas, et encore moins la détruire.

Chapitre 5

Les premiers pas d'Ahmed al-Charaa



Ahmed al-Charaa

La victorieuse campagne éclair des groupes rebelles syriennes et en particulier de la milice appelée "Hayat Tahrir al-Cham", ou HTS, soit "Organisation pour la libération du Levant", a mis en lumière un chef de guerre singulier: Ahmed al-Charaa, encore connu sous son nom de guerre, Abu Mohammad al-Julani, au début de l'offensive sur Damas. Le futur président de la Syrie jouait depuis plusieurs années un rôle majeur à la tête de ce mouvement d'insurrection, mais se distinguait par sa discrétion, gardant souvent le visage caché et parlant d'une voix feutrée devant les caméras.

Fort de son succès, al-Charaa veut voir dans la chute d'al-Assad une victoire pour le monde musulman, inspiratrice de soulèvements à venir et susceptible de concrétiser par la rébellion armée ce que son économiste de père imaginait comme une sorte de panarabisme pétrolier. Né à Riyad dans un milieu sécularisé, Ahmed s'est progressivement tourné vers l'islamisme, ajoutant une dimension théologico-politique à son anti-américanisme exacerbé par un engagement en Irak au début des années 2000. C'est en effet dans les milices qui deviendront celles d'Al-Qaïda qu'il se forme aux techniques de guérilla et de guerre asymétrique, jusqu'à être arrêté et emprisonné cinq ans durant, notamment dans les tristement célèbres centres de torture d'Abou Ghraib et de Camp Bucca. Il y rencontre Abou Bakr al-Baghdadi, émir puis calife de l'État islamique de 2010 à sa mort en 2019.

En collaboration avec al-Baghdadi et entouré d'une poignée d'hommes, al-Charaa fonde ensuite une branche syrienne d'al-Qaïda, appelée le Front al-Nosra, ou Front de la conquête du Cham, ce territoire mythique de la Grande Syrie. Il s'éloigne ensuite progressivement de l'EI, puis de l'organisation mère d'al-Qaïda, dont l'agenda international n'était plus compatible avec ses objectifs militaires en Syrie. Confronté aux bombardements concertés de l'aviation russe et de l'armée de Damas, il se retire avec ce qui s'appelle alors HTS dans la région d'Idlib, au nord-ouest du pays. Ce fief des forces d'opposition servira de base à sa prise de pouvoir en gestation, un projet qui avance par à-coups, à la faveur d'opportunités locales ou de cessez-le-feu régionaux comme celui qui est négocié en mars 2020 par la Turquie et la Russie.

Dans ce processus, le développement de structures administratives et politiques ne sera pas exempt de tensions, notamment avec certains combattants internationaux et de troupes dissidentes qui voient d'un mauvais œil la teneur nationaliste de plus en plus affirmée du mouvement rebelle sous la houlette d'al-Charaa, sans parler des tendances autorocratiques de ce dernier. Des manifestations internes ont tenté de battre en brèche sa légitimité politique à partir de 2023, mais il se maintient, d'abord au prix de campagnes de répression parfois violentes, ensuite à la faveur de la vague d'enthousiasme et de soulagement — certes mûrissée d'apprehension et d'incertitude — qu'a charriée la réussite de ses troupes en décembre 2024.

Al-Charaa est nommé président de la République arabe syrienne en janvier 2025, et place son protégé Mohammed al-Bachir à la tête d'un premier "gouvernement de transition". L'ancien parlement est dissous, la Constitution gelée. Un second mandat de transition s'ouvre ensuite, laissant entrevoir une modeste ouverture du pouvoir à la diversité confessionnelle. Mais l'adoption de la nouvelle constitution provisoire le 13 mars 2025 fait toujours l'objet de vives critiques: al-Charaa ne peut être destitué par le parlement et conserve la haute main sur la nomination des ministres et même des membres de la Cour constitutionnelle. Dans le même temps, de nombreuses minorités, à commencer par les Kurdes, n'entrevoient ni reconnaissance formelle ni garanties de protection. La situation est plus précaire encore pour les personnes qui, en raison de leur appartenance à une minorité ethnique ou religieuse, sont soupçonnées d'avoir entretenu des liens avec le clan Assad, l'Iran ou le Hezbollah.

En juillet 2025, Donald Trump a retiré le HTS de la liste états-unienne des organisations terroristes étrangères, et quelques semaines plus tard le président syrien dans ses nouveaux oripeaux s'est fendu de la première visite d'un dignitaire de son pays à l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis 1967. Ahmed al-Charaa n'a donc pas prévu de se retirer de sitôt, au motif que sa présence est indispensable à la stabilité du pays. En contrepartie de son opposition renouvelée à l'Iran et à ses proxys, il bénéficie jusqu'ici du soutien opportuniste des Etats-Unis et d'Israël.

Laboratoire militaire russe en Syrie

Si la Russie avait formé une alliance relativement stable avec la Syrie dès la fin du mandat français dans le pays, en 1944 – alliance resserrée lorsque l’Égypte d’Anouar el-Sadate bascule dans le camp occidental et renouvelée après la fin de la guerre froide, quand Damas demeure le seul partenaire de Moscou dans la région – la connivence entre Bachar Al-Assad et Vladimir Poutine va transformer cette solidarité en véritable collaboration militaire à partir de 2015. Alors que la guerre civile fait rage en Syrie, le président russe intervient massivement pour aider le régime Assad à endiguer la progression des rebelles, qu’il nommait déjà “terroristes” – comme il le fera ensuite avec l’opposition ukrainienne à ses propres visées expansionnistes. Cette violente contre-offensive militaire s’est rapidement couplée d’une campagne de propagande et de cyber-attaques, notamment envers la Défense civile syrienne, les “Casques blancs”, lorsque ceux-ci ont poursuivi leur documentation des meurtres de civils commis par les hommes de Bachar.

Le conflit syrien a offert, sur tous les fronts, un théâtre d’entraînement grandeur nature pour les bataillons russes qui serviront ensuite en Ukraine, avec plus de 60.000 soldats envoyés en Syrie sur plus de sept ans d’intervention. “Des contextes différents, mais une seule et même méthode,” résume en 2022 le quotidien L’Orient-le-Jour. La provocation des puissances occidentales et l’appréciation de leur disposition à réagir était pour la Russie également à l’ordre du jour en Syrie. Lorsque, en 2013, l’administration Obama fait marche arrière sur ses “lignes rouges” en dépit des preuves de l’utilisation d’armes chimiques par le régime syrien, Vladimir Poutine s’empare du dossier, et prend ainsi les commandes d’une communauté internationale qui fabrique son impuissance et laisse ainsi libre cours au massacre en cours.

Moscou fait tout pour accélérer le processus, allant jusqu’à étendre les bombardements hors des zones censées abriter les repaires djihadistes, et visant même des convois de déplacés que l’armée russe avait elle-même escortés jusqu’à la frontière turque. Simultanément, la Russie joue les médiateurs, en imposant des conditions léonines aux belligérants qui envisagent une solution négociée avec Damas. Ce soutien indéfectible se montre payant à court terme, puisque Damas regagne rapidement du terrain durant la séquence 2015–2017. En guise de remerciement, Poutine se voit même offrir le contrôle de deux bases militaires à l’ouest de la Syrie, lesquelles lui servent de relais militaire stratégique dans sa projection vers l’Europe méridionale, la Libye ou et le continent africain. De l’infanterie au commandement, la majorité des militaires russes présents en Ukraine s’est formée en Syrie, à commencer par les pilotes, pour qui les quelque 100.000 frappes sur le peuple syrien ont servi de banc d’essai particulièrement macabre aux campagnes de Donetsk et de Lougansk. Le général Alexandre Dvornikov, le « boucher de Damas », puis son successeur Sourovikine, le « général Armageddon », ont poussé très loin les curseurs de leurs stratégies militaires en Syrie, incluant le bombardement de zones résidentielles, d’hôpitaux, et des organisations humanitaires, avant de prendre la tête des troupes russes en Ukraine avec du matériel et des méthodes désormais éprouvées. Ministre de la Défense de 2012 à 2024, Sergueï Choïgou voyait également dans le laboratoire syrien l’occasion de tester des centaines de drones, missiles antichars, équipements sol-air et avions de combat, et de faire de ce charnier une vitrine commerciale à l’attention des clients chinois, indiens, égyptiens ou saoudiens.

Chapitre 6

Les marges de manœuvre du gouvernement libanais

Le Parti des Banques

La crise économique qui a éclaté au Liban en 2019, donnant lieu à une réponse austéritaire du gouvernement et à une vague de protestations à l'échelle nationale, a permis de révéler un ensemble d'imbrications stratégiques de longue durée entre les mondes bancaire et politique libanais. Le mouvement de contestation a ainsi popularisé l'expression "parti des banques" pour désigner cette forme de connivence systémique. Figures importantes de ce réseau semi-informel, les frères Pierre et Raymond Eddé avaient joué un rôle pionnier dans l'organisation d'un népotisme institutionnalisé. Le premier avait co-fondé et présidé l'influente Association des Banques en 1959, alors que le second était l'initiateur de la loi sur le secret bancaire, votée trois ans plus tôt, et qui avait facilité des transferts massifs de capitaux vers le Liban de la part d'élites moyen-orientales ainsi que des monarchies pétrolières du Golfe. Mais c'est surtout dans les années 90, au sortir de la guerre civile, que ces pratiques se perfectionnent, à mesure que l'Etat libanais accroît sa dépendance au secteur privé pour son financement, qu'il s'endette massivement dans des projets de reconstruction pilotés notamment par les diverses compagnies de la famille Hariri, et que les banques, leurs actionnaires, et leurs clients fortunés profitent de taux d'intérêt préférentiels et de marges extravagantes.

Ces pratiques sont par ailleurs tolérées voire soutenues par la classe politique nationale, aussi bien au sein de l'exécutif qu'au parlement, ainsi que par les diverses institutions censées superviser ces rapports politico-économiques, comme la Commission de Contrôle des Banques du Liban (CCBL). Un régime d'exemption fiscale pour le secteur bancaire a par ailleurs été mis en place dans les années 90, et divers médias nationaux sont également fortement dépendants de la manne financière des banques libanaises, lesquelles assurent leur popularité en sponsorisant des productions audio-visuelles majeures et en investissant massivement dans la publicité.

À la suite de la crise de 2019, et des mesures de régulation alors timidement mises en place, plusieurs personnalités politiques haut placées ont en outre bénéficié de passe-droits pour conserver leurs priviléges en transférant des fonds vers des comptes à l'étranger. Ces manœuvres ont notamment été rendues possibles par les ingénieries financières mises sur pied par l'ancien puissant gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé.



La Famille Hariri

Le 14 février 2005, à proximité de la Corniche de Beyrouth, l'ancien premier ministre libanais Rafiq Hariri est assassiné dans la spectaculaire explosion d'un camion piégé. L'attentat emporte également 21 autres personnes, dont l'ancien ministre de l'Économie d'Hariri, Bassel Fleihan, et blesse plus de 200 civils. Rafiq Hariri était avant tout un magnat et homme d'affaires à succès dans le secteur immobilier, devenu multimilliardaire après avoir fondé Saudi Oger, une société de construction grâce à laquelle il signa de nombreux contrats avec la famille royale de Riyad. Lui-même avait la citoyenneté saoudienne depuis 1978.

Dans les années 90, Rafiq Hariri avait fondé Solidere, ou Société Libanaise pour le Développement et la Reconstruction du Centre-ville de Beyrouth, une

intouchable méga-entreprise chargée de redonner à la capitale son statut de "Paris du Moyen Orient" sur les ruines de la guerre civile, mais contribuant surtout à creuser une dette nationale de plus de 40 milliards de dollars. Sur le versant politique, Hariri était devenu — davantage par opportunisme que par conviction — une figure de proue de l'opposition anti-syrienne au Liban, ouvertement opposé à la prolongation du mandat présidentiel du général Émile Lahoud, en poste depuis 1998. Convoqué à Damas le 26 août 2004, soit quelques mois avant son assassinat, Hariri s'était déjà fait violemment tancer par Bachar al-Assad, lequel considérait Lahoud comme son protégé et complice au pays du Cèdre.

Au cœur d'une séquence politique très dense signant la fin d'une ère de reconfiguration d'après-guerre dans le pays, l'assassinat d'Hariri prendra une dimension géopolitique majeure, puisqu'il déclenchera la révolution dite "du Cèdre", contre la présence militaire syrienne au Liban. L'événement poussera également le Conseil de Sécurité à mettre sur pied la première enquête pour meurtre des Nations Unies, ainsi que son premier Tribunal spécial destiné à juger un acte de terrorisme international. Il faudra attendre 2020 pour que soient jugés les quatre principaux suspects — des généraux pro-syriens initialement emprisonnés par les autorités libanaises entre 2005 et 2009. Le Tribunal spécial déclarera Salim Ayyash, membre présumé du Hezbollah, coupable de l'assassinat et le condamnera à la prison à perpétuité, alors que les trois autres suspects, Hassan Merhi, Hussein Oneissi et Assad Sabra, seront finalement acquittés.

À la mort de Rafik Hariri, ce sont ses enfants qui passent sur le devant de la scène, en particulier son deuxième fils Saad, homme d'affaires et premier ministre comme son père entre 2009 et 2011, puis de 2016 à 2020, avant d'être contraint à la démission sous la pression du prince saoudien Mohammed ben Salmane. En plus d'avoir racheté les parts de ses frères et sœurs chez Saudi Oger, Saad était actionnaire majoritaire de BankMed, l'une des cinq plus grosses banques du pays. Sa belle-mère Nazik et son demi-frère Ayman y étaient également des investisseurs

majeurs, tandis que le conseil d'administration était successivement présidé par Mohammed Hariri, cousin de la famille, et, à partir de 2020, par Raya al-Hassan, elle-même ancienne ministre des Finances et de l'Intérieur de Saad Hariri.

Autre demi-frère de Saad, Fahd Hariri est quant à lui premier actionnaire de la principale banque du pays, Bank Audi. Bahaa, le fils aîné de la famille, a de son côté fondé Horizon Group, une société immobilière qui, en dehors du Liban, investit principalement à Amman, ainsi que le Rafik Hariri Center for the Middle East, entité faisant partie de l'Atlantic Council, think-tank atlantiste basé à Washington.

Invasions israéliennes au Liban (1978-1982)

Le 14 mars 1978, Israël envahit le Liban pour la première fois. "L'opération Litani" envoie ses troupes jusqu'à la rivière éponyme. Des milliers de civils libanais et palestiniens sont tués au cours de l'opération. Celle-ci avait pour mission de détruire la direction politico-militaire de l'Organisation de Libération de la Palestine, réfugiée au Liban depuis son expulsion d'Amman par l'armée jordanienne lors du "Septembre noir" de 1970. Dès le 19 mars, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte les Résolutions 425 et 426, qui exigent le retrait "immédiat" d'Israël de la zone de 850 km carrés qu'il occupe au Sud-Liban, ainsi que la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais avec l'aide des casques bleus. C'est à cette occasion qu'est instituée la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

Dès 1979, les services secrets israéliens mènent une campagne de déstabilisation du Liban, incluant notamment des attentats à la voiture piégée. Il s'agit de provoquer une insurrection de l'OLP qui permettrait de justifier une nouvelle invasion massive du Sud-Liban. Ariel Sharon, fervent défenseur d'un Grand Israël, accède au poste de ministre de la Défense dans le deuxième gouvernement Likoud de Menahem Begin en août 1981. Il s'engage aussitôt à "résoudre le problème du Liban une fois pour toutes". L'invasion démarre le 6 juin 1982, après une tentative d'assassinat de l'ambassadeur israélien à Londres et une salve de roquettes libanaises sur Israël. Par antiphrase, les Israéliens lui donnent le nom de "Paix en Galilée" à cette invasion. Le recours à l'usage cynique du registre pacifiste couplé à la diabolisation des insurgés Palestiniens en "terroristes" s'imposera par la suite comme un leitmotiv de la propagande israélienne. Dès 1983, une commission juridique internationale présidée par l'ancien ministre des affaires extérieures irlandais Seán MacBride se charge d'enquêter sur les crimes commis par Israël au cours de cette invasion. Les conclusions sont sans appel, et utilisent déjà le terme de "génocide" pour qualifier la violence systématique perpétrée par Israël: actes d'agression contraires au droit international, y compris déportations, expulsions forcées et actes de maltraitance, utilisation d'armes et de méthodes interdites, bombardements délibérés sur des écoles, hôpitaux, camps de réfugiés et autres cibles civiles.

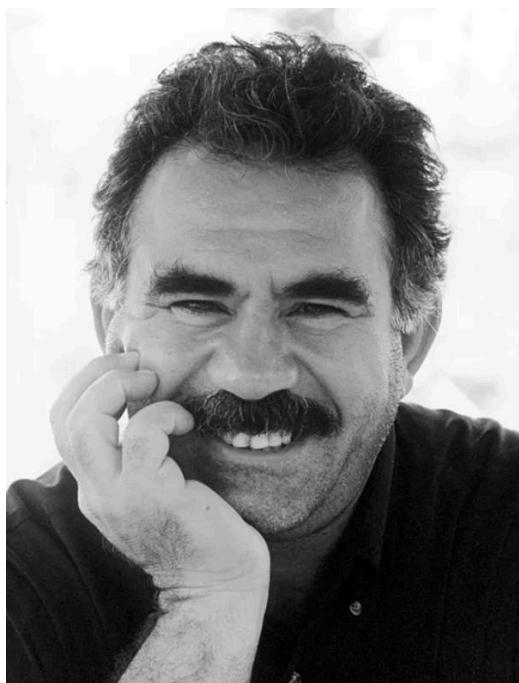
À la fin de l'été 1982, le président libanais, Béchir Gemayel, est assassiné, et les forces israéliennes assiègent Beyrouth, obligeant cadres et troupes de l'OLP à se réfugier à Tunis. Quelques jours plus tard, les Phalangistes, milices libanaises chrétiennes, investissent les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila et y massacrent environ 3000 civils en moins de 48 heures. Cette extermination est menée avec l'assentiment et même le soutien de l'Etat hébreu, comme le démontrera, 30 ans plus tard, Seth Anziska, un chercheur américain de l'University College de Londres. Celui-ci se plonge à partir de 2012 dans les archives déclassifiées de Tsahal pour faire la lumière sur la véritable implication israélienne. "Du carnage par procuration, on est passé au massacre prémedité", résumait en 2022 le journaliste René Backmann pour Mediapart. Ces découvertes remettaient en cause les décisions de la commission Kahane, présidée par le Président de la Cour suprême israélienne, qui avait stipulé qu'aucun Israélien ne pouvait être tenu pour directement responsable des massacres. La commission avait seulement émis quelques reproches, et suggéré que Ariel Sharon soit relevé de ses fonctions. Pour autant, le maître d'œuvre de l'opération "Paix en Galilée" conservera des positions ministérielles durant trois décennies. L'invasion israélienne débouche également sur une implication directe des États-Unis, qui envoient leurs troupes au Liban et apportent leur soutien à la politique maximaliste du

gouvernement de Tel-Aviv. L'intervention de l'armée américaine se traduit par des bombardement aériens et navals sur des villages et des positions militaires palestiniens et libanais ainsi que par des pertes significatives en son sein – notamment en octobre 1982, lorsqu'un camion chargé d'explosifs fait 243 morts parmi les marines stationnés sur l'aéroport de Beyrouth.

"Paix en Galilée" se révèle aussi un vaste terrain d'essai pour des innovations techno-militaires issues de la miniaturisation de l'électronique et de la possibilité de surveillance vidéo en temps réel. Lors de ses premières confrontations directes avec la "Palestine combattante", l'armée israélienne expérimente également la construction de gigantesques camps de détention, comme celui d'Ansar. Celui-ci comptera jusqu'à une dizaine de milliers de prisonniers, et restera longtemps un traumatisme dans la mémoire collective des Palestiniens. Les tentatives d'évasion via des tunnels se multiplient, et Israël développe sa stratégie d'écrasement de ces passages avec des chars. La victoire initiale de Tsahal au Liban va rapidement se retourner contre l'État hébreu. Le mouvement Peace Now se renforce en Israël, et un futur fervent adversaire, le Hezbollah, naît parmi les ruines de la guerre au sein des populations chiites du Sud-Liban. La guerre prend officiellement fin en 1985 avec un premier retrait partiel de Tsahal, mais l'occupation illégale de ce qu'Israël a appelé "ceinture de sécurité" à sa frontière septentrionale durera 15 ans de plus.

Chapitre 7

La question kurde



Abdullah Öcalan

Né au sud-est de l'Anatolie à quelques encablures de l'Euphrate, dans une famille de paysans, Abdullah Öcalan commence son engagement politique à l'université d'Ankara, où il entreprend des études de science politique après avoir été refusé au service militaire, et devient militant au sein de divers cercles de gauche radicale. À 29 ans, il fonde avec d'autres activistes le parti séparatiste kurde, ou Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui vise à mettre fin aux politiques d'expulsion, de répression, et d'assimilation de l'identité kurde pratiquées depuis les débuts de la République turque en 1923.

En 1980, en plein coup d'État militaire organisé par le général Kenan Evren, Öcalan, surnommé "Apo" (oncle, en kurde), doit fuir son pays, et se réfugie alors en

Syrie, où il y forme les cadres d'organisations sœurs qui parviendront à une gouvernance kurde autonome dans la région du Rojava près de 30 ans plus tard, le succès le plus tangible de l'organisation depuis sa création.

Le parti qu'il préside s'organise initialement sous les couleurs marxistes-léninistes, mais se révèle profondément pragmatique face à la nécessité de composer avec divers mouvements autonomistes et révolutionnaires de la région. Ses premières opérations contre l'État turc sont lancées au printemps 1984, après que les combattants en ses rangs aient été formés à la guérilla dans les camps de l'Organisation de Libération de la Palestine au Liban. Le PKK acquiert aussi des bases dans les montagnes du nord de l'Irak. Progressivement, de nombreuses associations de soutien sont créées en Occident, où la diaspora kurde et divers mouvements de gauche seront fortement mobilisés derrière la cause d'Öcalan.

Dans les années 1990, le mouvement prend une nouvelle orientation, dans laquelle l'indépendance n'est plus l'horizon politique ultime, alors qu'Öcalan et ses partisans travaillent à la possibilité d'un "confédéralisme démocratique", compromis qui garantirait une certaine autonomie aux Kurdes. Cela impliquerait une démocratisation des institutions politiques turques et de leurs lois anti-minorités, notamment l'article constitutionnel requérant un quorum de 10 % des suffrages au niveau national pour pouvoir obtenir des sièges au parlement. Cette période voit

également l'émergence du slogan "Jin, jiyan, azadî", ("Femme, vie, liberté"), issu d'un mouvement de réflexion au sein du parti sur la liberté et la domination. Öcalan est ainsi amené par sa base à comprendre la nécessité d'une pensée féministe dans la poursuite d'un projet décolonial cohérent, à former des brigades exclusivement féminines au sein de l'organisation, et généralement à enseigner et appliquer la Jinéologie, le féminisme kurde, dans les zones contrôlées par les groupes kurdes en Turquie et Syrie.

En 1999, Öcalan est enlevé par le Mossad et la CIA à Nairobi, puis livré à Ankara, où il est condamné à mort pour avoir fondé une organisation terroriste, pour haute trahison et pour meurtre. Après l'abolition de la peine de mort en Turquie en 2002, sa peine se mue en détention à perpétuité, et il est alors placé dans la geôle d'İmralı, en mer de Marmara, une île-prison comme Robben Island, le bagne de Nelson Mandela, auquel Öcalan est souvent comparé par ses partisans. C'est donc en captivité qu'Öcalan dirige son parti, par l'intermédiaire de ses visiteurs et de ses communiqués-phares du Newroz, notamment ceux de 2005, lorsqu'il détaille une nouvelle doctrine influencée par l'éco-anarchiste américain Murray Bookchin, ou de 2013, lorsqu'il annonce un cessez-le-feu initiant un processus de paix avec Erdogan, lequel laissera entrevoir des négociations avant de reprendre brutalement la répression dès 2015. En février 2025, quelques mois après d'inattendus appels du pied de l'allié du gouvernement nationaliste Devlet Bahceli visant à assimiler définitivement le PKK dans un contexte de grande instabilité régionale, Öcalan demande formellement la dissolution du groupe fondé un demi-siècle plus tôt et la renonciation à la lutte armée : "Il n'y a pas de voie en dehors de la démocratie pour construire et mettre en œuvre un système — et il ne peut en exister", déclare-t-il. Si le 12e congrès du parti a bien entériné les vœux de son dirigeant, la dissolution demandera encore de longs mois de tractations pour être mise en œuvre.

Les Forces Démocratiques Syriennes

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont une alliance hétéroclite de combattants kurdes, arabes et plus minoritairement assyriens et arméniens, fondées en 2015, et qui servent de bras armé à l'Administration autonome démocratique du nord et de l'est de la Syrie. Ces forces contrôlent depuis 2012 la région dite du Rojava, une zone s'étendant sur 400 km entre le Tigre et l'Euphrate, le long de la frontière méridionale de la Turquie, et qui représente environ un tiers du territoire syrien. Au cours des dix dernières années, y compris depuis la chute d'Assad, les FDS doivent se défendre contre des attaques récurrentes de l'Armée Nationale Syrienne et des troupes turques, pour lesquelles les FDS sont surtout un allié de la guérilla kurde de Turquie, le PKK. Dans la foulée des incursions militaires turques réalisées en 2018 et 2019, Ankara commet également des attentats ciblés à l'encontre de cadres des FDS.

Les tensions sont encore particulièrement vives dans la province de Deir ez-Zor, habitée presque exclusivement par des populations arabes, contrairement aux autres gouvernorats du Nord-Est syrien. L'Euphrate y trace une frontière : le nouveau gouvernement de Damas contrôle désormais la partie occidentale de la province, les FDS tiennent l'autre rive, la Jazira ("l'île" en arabe), surnommée ainsi depuis que les FDS en ont chassé les soldats de l'État Islamique, en 2019, avec le concours de la milice kurde YPG et l'aide massive des États-Unis au travers de la Coalition internationale en Irak et en Syrie. Cette rivière est également considérée comme "ligne rouge" par la Turquie, même si lors de l'incursion des FDS sur la rive occidentale au niveau du barrage de Tishrin en décembre 2024 Ankara n'a pas pu réagir, alors que des frappes aériennes américaines et russes sur des poches de résistances de l'EI accompagnaient l'offensive.

En janvier 2024, Mazloum Abdi, qui dirige les FDS depuis 2015, après avoir été un membre actif du PKK et commandant au sein du PYD, s'est rendu à Erbil pour y rencontrer Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan irakien depuis 1979 et président de la région semi-autonome en question de 2005 à 2017. Si les deux entités militaires kurdes ont lutté côté à côté face à l'État islamique en Irak et en Syrie entre 2014 et 2019, elles entretiennent toujours des relations difficiles, notamment en raison des divergences entre leurs positions vis-à-vis d'Ankara. Cette rencontre marque donc une avancée symbolique importante en vue d'un renforcement de l'unité politique kurde.

Suite à l'appel à la négociation et au désengagement militaire lancé le 27 février 2025 par Abdullah Öcalan, Mazloum Abdi avait initialement botté en touche : "Le discours d'Öcalan s'adresse au PKK et concerne une affaire interne turque," avait-il réagi sur X. Plus tard, Abdi avait adopté une position plus nuancée vis-à-vis de cette "annonce historique", en reconnaissant qu'elle constituait "une opportunité de construire la paix dans la région". Abdi a ainsi accepté de signer un accord de coopération historique avec le gouvernement Al-Charaa le 10 mars 2025 à Damas, alliance stratégique cruciale dans la recomposition politico-militaire amorcée par le gouvernement de transition syrien. Les FDS y ont négocié leur intégration à l'armée nationale au travers de l'échange de plusieurs centaines de prisonniers, par la mise en place d'une gestion commune de certaines zones-clés, notamment deux quartiers kurdes d'Alep, et en vue de la reconnaissance de la communauté kurde en tant que "composante essentielle de l'État". Ces

processus de cohabitation sont pourtant encore loin d'être stabilisés, en Syrie comme en Turquie, puisque les promesses envers les diverses minorités sont dépendantes d'enjeux sécuritaires et politiques qui dépassent largement les équilibres nationaux.

Chapitre 8

Moments fondateurs du Moyen-Orient contemporain

Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies

Lors de sa 1382e séance du 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve à l'unanimité la Résolution 242, qui condamne l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est lors de la guerre des Six Jours de la même année. Il exige le retrait d'Israël des territoires occupés, reconnaissant ainsi l'échec de la résolution 181 introduite 20 ans auparavant par l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle divisait un territoire alors habité à plus de 90 % par des Palestiniens en deux nouvelles entités soit-disant indépendantes, une décision qui s'est avérée un vœu pieux face aux innombrables vagues d'expulsions, d'invasions et de destructions perpétrées par l'État israélien.

La résolution dans sa version finale présente cependant une différence significative entre les deux langues de travail ayant préséance à l'ONU, l'anglais et le français. Un premier projet de résolution soviétique exigeait le retrait d'Israël de "tous les territoires qu'il occupe", formulation pouvant être interprétée comme visant non seulement les territoires occupés en 1967, mais également ceux appropriés en 1948-1949. Durant les négociations, les États-Unis ont toutefois obtenu que la résolution exige uniquement le retrait "de territoires occupés au cours du conflit récent". Dans la version française, il était en revanche question, avec l'article défini, « des territoires occupés ». Une nouvelle proposition de l'Union soviétique visant à clarifier la formulation en précisant qu'Israël devait se retirer aux frontières d'avant la guerre de 1967 a quant à elle été rejetée par les États-Unis.

Aujourd'hui, les versions anglaise et française cohabitent, Israël et les États-Unis se basant sur la version anglaise, tandis que la France, la Russie, et une grande majorité des 193 États membres de l'ONU se réfèrent à la version française. Reste que cette résolution sert de cadre général pour toutes les discussions préparatoires, propositions de médiation et autres plans de paix visant à mettre en œuvre la solution à deux États adoptée par l'ONU en 1947. Cela entérine ainsi de facto la limitation d'un hypothétique futur État palestinien à un territoire maximal disponible rétréci à 22 % de la Palestine mandataire, alors que l'existence même d'une telle entité devient de plus en plus irréaliste depuis l'accélération de la politique coloniale et désormais génocidaire d'Israël.

Autre observation cruciale, si les "États de la région" et les "forces armées israéliennes" figurent directement dans la résolution, il n'y est fait aucune mention explicite du peuple palestinien, ni de son existence politique : les Palestiniens n'apparaissent qu'en creux via une remarque sur la nécessité de régler "le problème des réfugiés". Cette résolution représente en définitive une tentative bancale de faire appliquer le droit international. Israël use des lacunes du texte non seulement pour prolonger indéfiniment son occupation illégale de la Cisjordanie, de Gaza,

Jérusalem Est et du Golan mais également pour étendre ses frontières en dépit de l'appel à "l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État" figurant dans la résolution.



Hassan Nasrallah

Jusqu'à sa disparition sous les bombes israéliennes le 27 septembre 2024, Hassan Nasrallah compte parmi les personnages les plus influents de la région. Les trois décennies qu'il passe à la tête du Hezbollah font de lui un symbole de l'opposition à Israël. Chef de guerre, leader politique et guide charismatique, il joue un rôle aussi déterminant que mythique au Moyen-Orient.

Fils d'épicier, il naît en 1960 dans une famille chiite du Sud-Liban. Son adolescence est marquée par la guerre civile (1975-1990), et

par la découverte de la théologie et de la politique. Âgé de 17 ans, il rejoint les rangs d'Amal, le mouvement qui lutte pour l'émancipation politique des chiites. Le cours de sa vie change radicalement avec l'invasion israélienne de 1982, lorsqu'il décide de rejoindre le mouvement de Résistance islamique soutenu par Téhéran, qui prend le nom de Hezbollah.

A partir de 1982, il consacre sa vie au Hezbollah, qui est encore une petite milice clandestine. Jusqu'à la fin de la guerre civile en 1990, il occupe des fonctions politiques et administratives au sein du parti. L'assassinat de son secrétaire général par un raid israélien en 1992 propulse le jeune Nasrallah au sommet de l'appareil politique. Sous sa direction, le Hezbollah prend une nouvelle ampleur, il devient un parti de masse et un pilier de la politique libanaise. Sur le plan militaire, Nasrallah durcit la ligne contre Israël, et obtient une série de victoires inédites contre l'occupant. La libération du Sud-Liban en 2000 et la guerre éclair de 2006 font la démonstration des capacités du Hezbollah.

Les succès et le charisme de Nasrallah construisent une légende autour de celui qui se présente comme le défenseur des intérêts du Liban et du monde arabe : la figure du sayyed permet à la fois de rassurer la population et de rallier de nouveaux partisans. Ces dernières années, le mythe se heurte cependant à des critiques de plus en plus fortes. L'inféodation du parti à Téhéran pose le problème de la prévalence des intérêts iraniens sur ceux des Libanais, et limite par là même la confiance d'une partie de la population. Nasrallah a par ailleurs porté un soutien inconditionnel à la dictature de Bachar al-Assad entraînant la mort de milliers de combattants libanais dans les interventions syriennes. L'image du leader du Hezbollah s'est finalement dégradée avec l'implication du parti dans une série d'assassinats politiques et de scandales financiers, dans la répression du soulèvement d'octobre 2019, et dans l'explosion du port de Beyrouth en août 2020.

Le 27 septembre 2024, l'armée israélienne lance un raid aérien sur le quartier général du Hezbollah où se trouvent plusieurs dirigeants du mouvement et assassine Nasrallah. Sa disparition bouleverse la scène politique régionale, en laissant un vide de pouvoir au sein du parti, et en affaiblissant l'influence de l'Iran au Proche-Orient.

Chapitre 9

L'Iran après la guerre des douze jours

Timeline

Sanctions américaines contre l'Iran (1979 – 2025)

1979

Dix jours après le début de la crise occasionnée par la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, le président Jimmy Carter promulgue l'Executive Order 12170, qui impose la saisie de tous les avoirs du gouvernement iranien détenus aux États-Unis, soit la gelée de plus de 8 milliards de dépôts bancaires, de réserves d'or et d'autres biens. Un embargo commercial est également décrété. Cette mesure est levée en janvier 1981 dans le cadre des accords d'Algérie, qui constituent un règlement négocié contre une libération des otages. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont formellement interrompues depuis avril 1980.



1983



Les sanctions s'étendent au domaine militaire dans le contexte de la guerre Iran-Irak (1981-1988). Ronald Reagan lance l'Opération Staunch, qui impose un embargo sur les armes, y compris sur les pièces détachées de production américaine. L'affaire Iran-Contra révélera que les ventes d'armes ont secrètement perduré, via Israël, dans le double but d'obtenir la libération de sept otages américains détenus au Liban et de dégager un excédent budgétaire afin de fournir du matériel militaire aux insurgés nicaraguayens Contra, soutenus par Reagan.

1995-1996

En 1995, Bill Clinton interdit aux entreprises américaines de procéder à la supervision, à la gestion et au financement de l'exploitation des ressources pétrolières situées en Iran. Son administration bloque à nouveau toute activité commerciale entre les deux pays. L'année suivante, le Congrès américain adopte la loi dite d'Amato-Kennedy, censée mettre un terme à l'acquisition d'armes de destruction massive et au soutien au terrorisme de l'Iran et de la Libye. Les diverses sanctions incluses dans la loi affectent également les opérateurs économiques internationaux. Deux ans plus tard, suite à un compromis négocié avec l'UE, les sociétés européennes seront temporairement exonérées de ces sanctions. Suite à l'élection du réformiste Mohammad Khatami en 1997, certaines de ces mesures sont aussi assouplies.



2004-2006



G.W. Bush impose des sanctions dans le domaine des publications scientifiques iraniennes, afin d'entraver la recherche en ingénierie nucléaire. Un nouvel Executive Order gèle également les avoirs des personnes liées au programme nucléaire iranien. Ce sont ensuite les institutions bancaires du pays qui se voient privées d'accès direct au système financier américain. Une liste de personnes physiques et morales indésirables est établie par le Trésor. Celles-ci sont ajoutées aux systèmes de filtrage automatisés utilisés par de nombreuses banques internationales, et risquent également d'être sanctionnées par le Patriot Act.

2010-2014

Un tour de vis supplémentaire est donné par Barack Obama, qui entérine le Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act, voté par le Congrès, une mesure visant à renforcer les restrictions économiques à l'encontre de l'Iran, notamment par l'interdiction d'importer divers produits d'origine iranienne, et via un autre paquet de sanctions financières imposant des amendes record de plusieurs milliards de dollars à certaines grandes institutions bancaires des places européennes.



2018–2019



Donald Trump impose une salve de mesures à l'intitulé explicite : le Countering America's Adversaries Through Sanctions Act. Les sanctions levées dans le cadre de l'accord nucléaire signé à Vienne en 2015, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), sont également réintroduites. Des investisseurs chinois, britanniques, et émiratis sont sévèrement pénalisés pour leurs activités en Iran. Par le biais du Trésor, la Maison Blanche bloque les transactions avec les secteurs iraniens du fer, de l'acier, de l'aluminium et du cuivre et s'en prend directement au guide suprême Khamenei et à son entourage, y compris à des juges et au ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif.

2021–2024

Le retour au pouvoir de l'administration démocrate n'est pas synonyme de levée des sanctions trumpniennes. Au contraire, le gouvernement Biden utilise le motif de la répression des manifestations consécutives à la mort de Mahsa Amini pour faire passer de nouvelles mesures visant les organisations sécuritaires du pays telle la Police des Moeurs. D'autres sanctions sont présentées comme des réponses au développement du programme balistique iranien.



2025

 Donald J. Trump 
@realDonaldTrump

ALERT: All purchases of Iranian Oil, or Petrochemical products, must stop, NOW! Any Country or person who buys ANY AMOUNT of OIL or PETROCHEMICALS from Iran will be subject to, immediately, Secondary Sanctions. They will not be allowed to do business with the United States of America in any way, shape, or form. Thank you for your attention to this matter, PRESIDENT DONALD J. TRUMP

À l'aube de son second mandat, Trump repart de plus belle, promettant une campagne de "pression maximale" sur l'Iran. Il reconduit ainsi une vague de sanctions envers le complexe militaro-industriel de Téhéran, engage des actions choc contre des personnalités en vue, allonge la liste des institutions indésirables, et s'efforce en particulier de torpiller le commerce sino-iranien.